

Non au front populaire de l'OTAN!



Sipa



P. Breese/Gamma



AFP

N'attendons pas: en grève maintenant!

27 mai — La victoire remportée par Mitterrand sur Giscard d'Estaing a provoqué, dans la nuit du 10 au 11 mai, une énorme explosion de joie dans tout le pays. A la Bastille, des dizaines de milliers de personnes scandaient "On a gagné" et on y chantait l'Internationale; des drapeaux rouges furent même plantés à des portes d'usines. Mais l'allégresse provoquée par l'éviction de Giscard a eu tendance à escamoter la question de ce que cette victoire de la "gauche" va apporter à la classe ouvrière. La réponse était claire bien avant la proclamation du "gouvernement de transition": le gouvernement Mitterrand sera un gouvernement de guerre froide et d'austérité: un front populaire aux couleurs du gaullisme!

La Ligue trotskyste de France était contre voter Mitterrand au premier comme au second tour, parce que nous disions qu'il était le candidat du front populaire — le candidat d'une alliance qui lie les travailleurs à leurs exploités. Les réactionnaires prétendent que Mitterrand serait l'otage du PCF. Quelle

stupidité! Mitterrand est l'otage de ses partenaires gaullistes et radicaux. Mais le rôle de Faure et Jobert n'est pas uniquement de montrer à la bourgeoisie que Mitterrand a l'intention de "respecter la Ve République", il est aussi de servir d'alibi pour apaiser la colère des travailleurs: "Je ne peux pas en faire plus" dira Mitterrand "je dois préserver mon alliance avec le centre". Ainsi Jobert et les autres notables bourgeois auront un droit de veto sur le programme social du gouvernement. Les travailleurs doivent exiger que le PS rompe avec ses alliés bourgeois afin que Mitterrand soit contraint d'endosser toute la responsabilité de son programme anti-ouvrier.

Vingt-trois ans de Ve République ont estompé le souvenir des désastreuses défaites subies par les travailleurs lorsque le front populaire était au pouvoir. Dans les années 30, Blum n'a pas hésité à envoyer ses flics contre les travailleurs (à Clichy) et l'effondrement lamentable de son gouvernement a finalement ouvert la voie à Pétain. Le front populaire d'après-guerre a cassé les grèves ouvrières et noyé dans le sang les révoltes dans les colonies. Ce sont les coalitions de "centre gauche" des années 50 qui ont commencé la sale guerre d'Algérie, et qui ont ainsi préparé le terrain au coup d'Etat de de Gaulle. De l'Espagne de 36 au Chili de 73, le front populaire a démobilisé les travailleurs et les a désarmés face à la réaction, tout cela au nom de creuses promesses de réforme sociale.

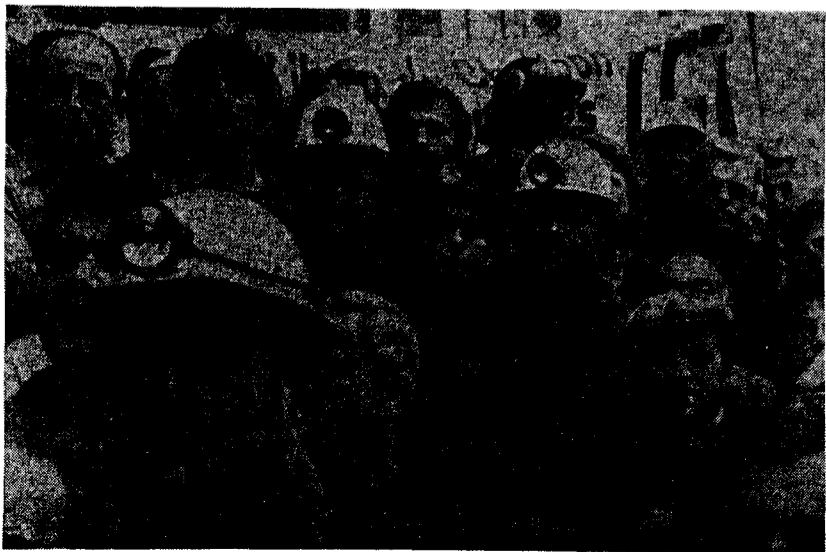
Si la classe ouvrière n'intervient pas pour l'arrêter, ce front populaire-ci ne fera pas exception. Que nous promet Mitterrand? La fin de l'inflation? Les prix vont demeurer "libres". Le SMIC, nous dit-on, pourrait augmenter

de 10%, mais la clique de technocrates qui entoure Mitterrand nous avertit que les augmentations de salaires ne doivent pas devenir la "locomotive" de l'inflation. La semaine de 35 heures? Des négociations branche par branche et entreprise par entreprise, nous dit Mitterrand — et en tous cas l'essentiel reste l'augmentation de la productivité ("nous", c'est-à-dire la bourgeoisie, devons "rattraper" le Japon). Davantage d'emplois? Ici la réponse est la "relance de l'investissement", autrement dit, de grasses subventions aux capitalistes. La nationalisation des monopoles? Avec indemnisation complète des détenteurs d'actions — cela représente 60 milliards de francs! Une politique étrangère de "paix"? Le PS demande la construction d'au moins deux sous-marins nucléaires supplémentaires et Mitterrand soutient l'implantation des missiles nucléaires américains en Europe. Pas étonnant que Reagan ne soit pas inquiet!

Les dirigeants de la classe ouvrière ont réclamé une sorte de "pause" sociale jusqu'aux législatives pour le nouveau gouvernement, sous prétexte que Mitterrand va avoir besoin d'une majorité parlementaire. Mais Mitterrand a déjà choisi ses alliés, et il s'agit de ces politiciens bourgeois que la classe ouvrière combat depuis 25 ans.

Ce que les traîtres qui dirigent la classe ouvrière redoutent le plus — depuis le nouveau président jusqu'à Marchais et Ségué — c'est que la classe ouvrière dérange cette "paix sociale" si soigneusement orchestrée, ne respecte pas le scénario prévu et prenne elle-même la situation en mains, en se mettant en grève pour imposer ses revendications au gouvernement de front populaire. Les parlementaires, occupés à mijoter des combines sordides au Palais Bourbon, n'ont pas envie de se préoccuper de manifestations de grévistes.

De toute façon, tout ce que les ouvriers ont gagné a été arraché au travers de combats acharnés. Ce n'est pas le gouvernement de front populaire de 36 qui a offert aux travailleurs la semaine de 40 heures et les congés payés; tout semblait alors possible à



cause de la grève générale et des occupations d'usines. Aujourd'hui, la même chose pourrait arriver si les travailleurs se mettaient en grève pour leurs revendications !

"Mais les grèves font le jeu de la droite !" s'écrient centristes et réformistes, tout en s'empresant avec zèle de chloroformer les travailleurs avec des promesses de "changement" parlementaire. Ce ne sont pas les grèves, mais la *collaboration de classe qui "fait le jeu de la droite"* ! Tous les fronts populaires, contraints par avance à des demi-mesures du fait de leurs liens avec la bourgeoisie, se sont révélés incapables de surmonter les crises économiques et sociales auxquelles ils ont été confrontés. L'impuissance du front populaire pousse les masses petites-bourgeoises désespérées dans les bras d'un Pétain, d'un de Gaulle ou pire. C'est seulement quand la classe ouvrière lutte pour le pouvoir en son propre nom, quand elle montre qu'elle est en mesure d'exproprier la bourgeoisie, qu'elle peut alors rallier à sa cause les masses petites-bourgeoises.

Personne ne doit se faire d'illusions sur la vague d'euphorie social-démocrate qui accompagne l'élection de Mitterrand. La France n'est pas sur le point de devenir un modèle de modération social-démocrate ! Tout sursaut de la lutte des classes remettra immédiatement en question l'équilibre instable du gouvernement Mitterrand. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une "austérité de gauche" en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement *contre* le front populaire.

Les illusions dans le front populaire de Mitterrand sont un obstacle aux revendications même les plus limitées. Si les travailleurs rompent avec l'idée de "paix sociale", cela peut jeter les bases d'une offensive de la classe ouvrière en renforçant son organisation et sa confiance en elle-même. Mitterrand doit être renversé — non par les réactionnaires — mais par un gouvernement ouvrier !

Un front populaire de guerre froide

Bien que la majorité des voix pour Mitterrand soit l'expression d'un rejet de la Ve République, presque tous les principaux partis chantent les louanges de la constitution gaulliste. Cependant le gouvernement Mitterrand a l'intention de rééditer les manœuvres parlementaires de la IVe République dans le cadre de la constitution gaulliste !

En dépit de ses tentatives de dernière minute pour s'empêcher de partir de l'héritage gaulliste, Mitterrand lui-même est le symbole vivant des coalitions bancales de "centre gauche" de la IVe République. Evidemment à cette époque, il n'était qu'un vulgaire politicien bourgeois, sans la rhétorique social-démocrate actuelle. Mais quand Mitterrand déclarait en 1954 "l'Algérie c'est la France, et des Flandres au Congo, il y a une seule nation", ou quand en 1957 il était responsable, en tant que ministre de la justice, de l'exécution du militant communiste Fernand Yveton, il s'agissait de la défense de l'impérialisme français dont la social-démocratie était également complice.

La composition du gouvernement Mitterrand modèle 1981 en dit long sur son programme social. En premier lieu, on trouve Defferre, depuis longtemps maire "socialiste" de Marseille, briseur de grèves endurci et anticommuniste acharné (demandez aux éboueurs marseillais). A n'en pas douter son expérience à la direction de ce carrefour bien connu de la pègre le qualifie tout particulièrement pour le poste de ministre de l'intérieur. Cependant que le minis-

tère de la justice échoit à un politicien bourgeois — Maurice Faure. La "vedette" de ce gouvernement est bien sûr Jobert, un gaulliste de toujours, qui a été directeur de cabinet de Pompidou sous la présidence de de Gaulle, avant de devenir le ministre des affaires étrangères du même Pompidou ! En tant que ministre du commerce extérieur, il pourra non seulement prendre du bon temps avec les émirs du pétrole, mais aussi insister sur la nécessité d'exploiter la classe ouvrière si la France veut conserver sa "compétitivité internationale".

Pour ce qui est des autres, de quelque tendance du PS qu'ils viennent, ils semblent tous pareils — un ramassis de technocrates dont la présence dans un parti se réclamant de la classe ouvrière pourrait paraître étrange, si ce n'était la faiblesse du libéralisme bourgeois dans un pays à forte polarisation de classes comme la France. On y trouve aussi Delors, entré au PS après avoir été un des conseillers économiques de Chaban-Delmas (le premier ministre de Pompidou) de 1969 à 1972. De bonnes références pour un ministre "socialiste" de l'économie. Il y a enfin Cheyssou, ancien PDG qui se trouve avoir été représentant de Giscard auprès du Marché commun à Bruxelles. En tant que ministre des relations étrangères, c'est lui qui a effectué les tournées à Washington destinées à convaincre les réaganiens de la solidité de l'antisoviétisme de Mitterrand. Il ne faut pas non plus oublier le renégat "gauchiste" Rocard et une bande de jeunes ambitieux qui ont étudié la lutte des classes — du point de vue des patrons — à l'ENA. Nous avons gardé Mauroy pour la fin, étant donné qu'il n'est que le "miroir" du parti — le parfait bureaucrate.

Il n'est guère surprenant qu'une telle équipe soit destinée à administrer la crise capitaliste sur le dos des travailleurs. Dans la mesure où la vision du "socialisme" partagée par le PS est une version "super-efficace" du capitalisme français, la présence de ministres bourgeois dans le gouvernement Mitterrand semble également superflue. Mis en selle par une vague d'antigiscardisme, Mitterrand n'a fait aucune réelle promesse à la classe ouvrière ; à vrai dire ses promesses de "changement" sont remarquablement minimales et nébuleuses.

Que la Bourse ait paniqué donne en vérité une idée des obsessions réactionnaires de la bourgeoisie française. Non seulement le gouvernement fait tout son possible pour rassurer les porteurs d'actions des firmes dont la nationalisation est envisagée, prodiguant des promesses de larges compensations, mais les nationalisations ne sont envisagées que dans la perspective d'aider le capitalisme français à conquérir une plus grande part du marché mondial.

Mais ce n'est pas vraiment sur les problèmes intérieurs que Mitterrand devait donner des garanties à la bourgeoisie. Le front populaire accède au pouvoir dans le contexte d'une nouvelle campagne de guerre froide orchestrée par l'impérialisme américain ! *Mitterrand a scellé son alliance avec les gaullistes sur la base d'un antisoviétisme virulent*. Il a proclamé son soutien sans réserves à l'"atlantisme" pro-OTAN. A plusieurs reprises, il a accusé Giscard d'être "mou avec les Russes" et d'abandonner les Polonais et les Afghans — Giscard qui a soutenu Reagan au Salvador et déclenché un boycott économique de Cuba ! La visite de Mitterrand en Chine, avant même son élection, son soutien aux missiles Pershing en Europe, son soutien au Marché commun, l'annexe économique de l'OTAN ; tout cela démontrait clairement qu'il est un parfait socialiste de guerre froide. Si clairement, en fait, que le porte-parole giscardien Lecanu et, désespérément à la recherche d'une "question" à débattre pour l'"opposition", dût admettre que "dans le domaine international il y a des convergences de vues" (*Le Monde*, 27 mai).

Au bout du compte, Mitterrand n'a pas pris moins d'engagements que Giscard à renforcer l'arsenal nucléaire de l'impérialisme français — dirigé contre l'Union soviétique. Il s'est déclaré en faveur d'une "modernisation des forces stratégiques et tactiques françaises" (*Le Monde*, 17 avril). L'attention que Mitterrand porte à la force de frappe a été réaffirmée avec la nomination du Général Saulnier (ancien commandant de la Force aérienne stratégique) au poste de chef d'état-major particulier de l'Elysée. Bien qu'il ait avec Reagan quelques divergences concernant la tactique, Mitterrand est prêt à remplir son rôle dans l'"Alliance atlantique". Front populaire veut toujours dire "unité nationale", bas les pattes devant l'armée bourgeoise, et même souvent renforcement de cette armée au nom de la "défense nationale". Cette fois-ci, l'anticommunisme de la social-démocratie, la rhétorique gaulliste et le climat international de guerre froide se combinent pour produire un *front populaire sous la bannière de l'OTAN* !

Jusqu'où le PCF s'abaissera-t-il ?

Après son désastreux score électoral au premier tour, Marchais a sauté en marche dans le train Mitterrand. Depuis le 10 mai, il plaide pour des

ministres PCF, s'incluant lui-même dans la "nouvelle majorité". Des ministres PCF dans ce gouvernement d'austérité et de guerre froide ? Où sont passées toutes ces critiques du "virage à droite" de Mitterrand, des fronts populaires de 36, 44 et 72 ("trois fois ça suffit !") ?

La campagne anti-Mitterrand du PCF lui a éclaté au nez le 26 avril. Pendant plus de 10 ans Marchais a prêché les vertus de l'"unité" front-populiste. Le PCF et la CGT ont annulé des manifestations, brisé des grèves, trahi toutes les luttes des travailleurs — tout cela au nom du succès électoral de l'union de la gauche. Fallait-il donc s'étonner de ce que tant de membres du PCF, séduits par la perspective du succès de Mitterrand, choisissent de "voter utile" ?

Les dirigeants du PCF ont donc mis leur orgueil entre parenthèses et tentent de décrocher un petit rôle dans la pièce. Des ministres PCF, nous disent-ils, sont nécessaires à la "stabilité" du nouveau gouvernement ; ils vont "ancrer" le gouvernement "à gauche". La présence de ministres du PCF n'a jamais changé d'un iota le caractère bourgeois du front populaire. Nous savons ce que les ministres PCF ont fait en 1944-47 : ils ont fait cadeau à de Gaulle du sang et de la sueur des travailleurs. Nous nous souvenons du mot d'ordre de Thorez : "La grève, c'est l'arme des trusts" et du vote des crédits de guerre pour l'Indochine par le PCF. Les ministres du PCF ont liquidé les luttes des travailleurs dans l'intérêt de la reconstruction du capitalisme français, et tout ce qu'ils y ont gagné a été de se faire sortir en 1947 quand la guerre froide a commencé. Le crime ne paie pas !

Cette fois-ci, il est extrêmement improbable qu'ils réussissent même à entrer au gouvernement. Dans le climat de guerre froide, la bourgeoisie et ses laquais sociaux-démocrates restent sourds aux offres des stalinien. Jospin a expliqué qu'il serait impossible de conclure un pacte électoral pour les législatives à moins que le PCF ne s'engage par avance à renoncer à toute critique du PS, et qu'il y ait un accord sur l'Afghanistan, la Pologne et les euromissiles ! En bref, une rupture complète avec Moscou — comme l'exprimait un dessin paru dans *Le Monde* montrant Jospin en train de demander à Marchais de prendre sa carte du PS. Comme nous l'avons fait remarquer, le PS a toujours insisté sur l'importance centrale de la question russe : ils ont posé comme préalable à la reconstitution de l'union de la gauche que le PCF rompe avec Moscou.

Marchais et les bureaucrates du PCF continuent à ramper. Gaston Plissonnier, dirigeant du PCF, explique que les 131 propositions du PCF sont pour "l'avenir" ; *L'Humanité* a humblement pris acte de la proclamation du nouveau gouvernement. Le PCF est dans la même situation qu'en 1954, quand il soutenait le gouvernement Mendès-France au Parlement, ou qu'en 1956, quand les députés communistes ont voté les pleins pouvoirs à Mollet ; pleins pouvoirs dont il avait besoin pour mener la guerre d'Algérie : ils trahissent, et en remerciement on les traite comme des pestiférés. Mais Marchais s'obstine, promettant de liquider les luttes des travailleurs en gage de sa bonne volonté, tout comme il a répondu aux attaques anticommunistes contre sa ligne pro-Moscou en déclenchant une campagne répugnante contre les travailleurs immigrés, destinée à prouver sa loyauté et son utilité à la bourgeoisie française.

Séguy, qui est passé maître dans l'art de couvrir d'un langage "gauche" les trahisons et la passivité, joue son rôle dans ce marchandage. A plusieurs reprises, la CGT a attaqué le minimalisme des revendications de la CFDT. C'est vrai, la CFDT ne réclame pas grand-chose et, qui plus est, elle fait confiance au gouvernement pour l'accorder de lui-même. Et la CGT ? Krasucki a déclaré le 18 mai à la porte de Pantin : "Nous n'avons jamais dit que nous exigeons tout d'un seul coup". Leur position est très simple : pour des négociations, et c'est tout ! Des grèves

Suite page 7

Lettre

11 mai 1981

Camarades,

Un front populaire est quasiment mis en place. D'ores et déjà, le nouveau gouvernement que formera François Mitterrand sera un gouvernement de front populaire à mon avis. Il va falloir ramer encore davantage à contre-courant, et le programme va être plus que jamais nécessaire ainsi que la construction du parti.

Avec l'appel au vote Mitterrand, les pseudo-trotskyistes ont mis concrètement en selle le front populaire. Il ne faudra pas les épargner. Quant à l'OCI, leur combat est sans doute terminé. Je vais essayer de suivre leur presse.

Je reste toujours disponible aux discussions possibles avec vous. Je crois tout de même qu'une période nouvelle s'ouvre dans laquelle les trotskystes auront un rôle important à jouer. En attendant d'en discuter plus longuement, je joins une participation financière à la LTF ; et n'oubliez pas de m'envoyer votre dernier canard et les autres.

Salutations trotskystes,

Un militant CGT des PTT

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
REALISATION : Blandine Hauser
DIFFUSION : Judith Mauger.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).
Pour toute correspondance :

- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
(Téléphone : 208.01.49)

- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie : I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire : n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Krivine: Pas de luttes! Aux urnes!

La LCR comme le reste de la soi-disant "extrême gauche" n'a pas la moindre confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat. Pour virer Giscard, ils ont porté tous leurs espoirs sur les urnes et Mitterrand. Comme si les élections pouvaient par elles-mêmes changer quelque chose de sérieux! Et comme si ce chantre social-démocrate de la collaboration de classe et de l'atlantisme pouvait apporter même un semblant d'alternative à la classe ouvrière! Ce qu'il a apporté dans ses valises présidentielles, c'est Crépeau et autres reliques faisandées du radicalisme, et Jobert, cet ombre du gaullisme. Nos capitulars d'"extrême gauche" prennent des airs offusqués devant la présence aux côtés de Mitterrand de ces représentants bourgeois (ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de continuer à crier "victoire"!). Mais pas un seul instant Mitterrand n'a caché ses intentions. Ils savaient pertinemment que son projet était d'installer un gouvernement de front populaire avec des bourgeois radicaux et gaullistes. Mais ils ont quand même voté et continueront de voter pour lui.

Au fond, quelles que soient ses "critiques" (il en faut bien quelques-unes pour servir efficacement de couverture de gauche), Krivine se trouve à l'aise dans la nouvelle majorité: "Nous faisons partie des trois composantes ouvrières de la majorité — PCF, PS, extrême gauche — mais nous n'avons rien à voir avec la quatrième composante bourgeoise, que prétendent constituer des gaullistes et des radicaux" (conférence de presse du 19 mai, *Le Monde* 21 mai). Nous laissons bien volontiers à Krivine le triste "honneur" d'appartenir (en tant que composante ouvrière s'entend) à la même majorité que Jobert et Crépeau. Mais vous, militants de la LCR, vous sentez-vous aussi à l'aise dans la même majorité que la "4ème composante bourgeoise"?

La «dynamique»? Un pétard mouillé

Krivine a justifié son soutien à Mitterrand et fermé les yeux sur sa politique front-populiste au nom de la dynamique révolutionnaire que devait provoquer la défaite électorale de Giscard. Mais soutenir le front populaire et mener une politique lutte de classe sont inconciliables. Et le 4 mai à un meeting à la Mutualité, Krivine en faisait lui-même la preuve en prévenant ses militants qu'il n'était plus question de grève générale. En juin 36, Thorez déclarait: "Il faut savoir terminer une grève". Krivine ajoute qu'il vaut même mieux ne pas la commencer. Car ce ne sont pas seulement la "dynamique" ou la grève générale qui ont disparu de la propagande de la LCR; c'est tout appel (et même référence) à la grève. D'ailleurs, la direction de la LCR prend bien soin de ne pas submerger de revendications le nouveau gouvernement. "On ne va pas jouer les jusqu'aboutistes" déclare un porte-parole de la LCR (*Libération* 19 mai). Pour s'en convaincre, il suffit en effet de jeter un coup d'oeil aux "revendications urgentes" qu'elle avance: arrêt immédiat des licenciements; SMIC à 3400F; blocage des prix des denrées de première nécessité; etc. Rien qu'un programme juste à gauche du programme du nouveau front populaire.

Revendications et luttes mises en sourdine, Krivine aide les réformistes à paralyser la volonté de lutte des travailleurs, justement pour éviter que des luttes viennent balayer comme un fétu de paille la mystification du gouvernement Mitterrand.

La dynamique de la LCR: le parlementarisme

Les luttes étant trop dangereuses pour la "crédibilité" du front populaire, la LCR essaie d'endormir les ouvriers par des illusions électoralistes et parlementaristes. "En élisant Mitterrand, des dizaines de millions de travailleurs ont montré leur volonté d'unité, leur désir de changement. Gagner aux législatives, c'est répondre à ces aspirations" (*Rouge* n°970, 22-28 mai). Comment est-il encore possible dans la deuxième moitié du XXème siècle de trouver des gens qui se prétendent (encore) révolutionnaires et qui croient qu'on peut "répondre aux aspirations" de changement de la classe ouvrière grâce aux élections et au Parlement bourgeois! Mais les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils auront arraché et imposé par leurs luttes acharnées — extraparlementaires — à la bourgeoisie et au front populaire.

Au contraire, la LCR invite les travailleurs à attendre, mais avec vigilance (réputation de "révolutionnaires" oblige!), les bienfaits de Mitterrand: "Le combat continue pour que les travailleurs voient [...] leurs revendications satisfaites et pour que soient prises [...] des mesures qui frappent les patrons et ceux qui les servent. (...) Il faut prendre les premières mesures d'urgence qui montrent que le gouvernement est décidé à en finir avec l'austérité et la limitation des libertés [sic] (...). Nous devons pren-

dre nos affaires en main, pour veiller [...] à ce que nos intérêts soient défendus [!]" (Déclaration du comité central de la LCR, *Rouge* n°970). Comment ainsi obtenir la semaine de 35 heures? Eh bien évidemment par le Parlement: "C'est pourquoi, lors de la prochaine session parlementaire, c'est une loi sur les 35 heures qui doit être adoptée. Mais sans attendre, que les centrales syndicales organisent une véritable consultation de tous les travailleurs afin que tout le monde sache qu'ils veulent les 35 heures tout de suite" (*Ibid.*). Des référendums sur les revendications! De quoi faire trembler les patrons!

"Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse, d'en haut, leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non pas à freiner et paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible" (Trotsky, "Pour les comités d'action. Pas le Front populaire", *Oeuvres* tome 7).

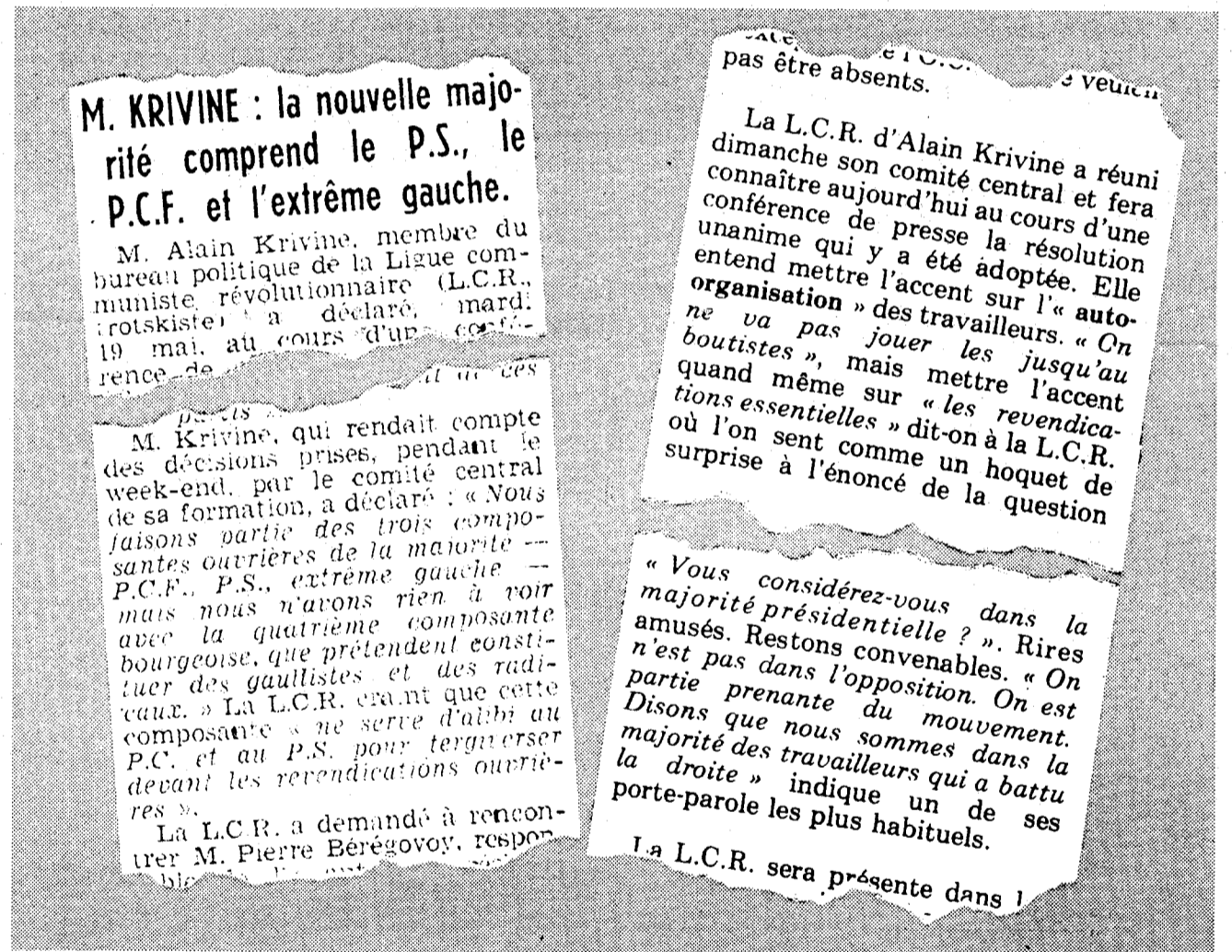
Qui fait le jeu de la réaction?

La raison de son "immobilisme", Krivine l'a donnée le 4 mai: "On ne va pas faire la grève générale pour chasser Mitterrand. Parce que l'alternative ce sera Chirac, la droite". Dans *Rouge* n°969 (15 - 21

Ce qui "fait le jeu de la réaction", ce ne sont pas les luttes ouvrières. Bien au contraire, c'est uniquement si le prolétariat fait preuve de sa détermination à lutter pour le pouvoir qu'il sera capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises frappées par la crise économique et qu'il vaincra la réaction. C'est la politique de front populaire, menée par les réformistes et soutenue par leurs suivistes centristes, qui fraie la voie à la réaction: "Incapable de résoudre aucune des tâches posées par la révolution — car elles se ramènent à une seule, le renversement de la bourgeoisie —, le Front populaire rend impossible l'existence du régime bourgeois et provoque par-là le coup d'Etat fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaristes, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique d'alliance avec la bourgeoisie devra être payée par la classe ouvrière d'années de souffrance et de sacrifices, sinon de dizaines d'années de terreur fasciste" (Trotsky, "Un pronostic confirmé", *La Révolution Espagnole*).

La LCR sur la plus dangereuse pente

La position — apparemment nouvelle — de la direction de la LCR sur la question des TOM/DOM est non seulement la plus ignominieuse, mais aussi la plus lourde de conséquences de toutes ses capitulations actuelles. "(...) si l'ensemble des mesures que pourrait être amené à prendre ce gouvernement pour satisfaire les besoins immédiats des travailleurs des



Le Monde, 21 mai

Libération, 19 mai

mai), le même expliquait qu'il ne fallait pas "faire le jeu de la droite et de l'extrême droite". Et à quand "la grève est l'arme des trusts"? "(...) elle [la LCR] sera au premier rang du combat contre les adversaires bourgeois du nouveau président de la République, contre l'opposition de droite à son gouvernement, contre les manoeuvres des patrons et des banquiers" (Déclaration du CC de la LCR, *Rouge* n°970). La LCR prend prétexte de la "droite" pour soutenir le front populaire. Au contraire, Trotsky s'est toujours fermement opposé à prendre la moindre responsabilité pour un gouvernement de front populaire et à lui donner un quelconque soutien politique. Même lors de la guerre civile espagnole où les trotskystes combattaient militairement aux côtés du front populaire contre le fascisme. Mais si, dans une guerre civile entre réaction et démocratie bourgeoise, il ne peut y avoir neutralité (à la différence d'une situation électorale), c'est parce que ce qui est en cause c'est la question de l'écrasement physique du prolétariat, de la destruction de ses organisations, etc. Mais y compris dans cette situation (en rien comparable à celle de la France de 1981), Trotsky insistait que le rôle des révolutionnaires était de préparer politiquement l'insurrection ouvrière contre le front populaire.

'colonies' ne s'accompagnaient pas d'une profonde modification du statut colonial, elles ne seraient guère efficaces" (*Rouge* n°970). Que peuvent attendre les travailleurs des colonies d'un gouvernement Mitterrand attaché à la défense des intérêts de l'impérialisme français? La poursuite de la répression et de l'exploitation impérialistes. La seule exigence révolutionnaire: l'indépendance. Toutes les misérables propositions de "modification du statut colonial" ne sont que de répugnantes mascarades pour masquer l'exploitation impérialiste forcée. De caution de gauche d'un gouvernement bourgeois de front populaire, la LCR risque de se retrouver caution de "gauche" de la politique coloniale de son propre impérialisme!

Pour les militants de la LCR qui ne veulent pas sombrer dans la social-démocratie (et même le social-chauvinisme), qui refusent d'être dans la même majorité que Jobert et Crépeau, qui veulent lutter aux côtés des autres travailleurs contre la bourgeoisie et le front populaire de Mitterrand et pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, il y a une alternative: le programme (que nous ne faisons que continuer) de Lénine et de Trotsky, qui ont mené en 1917 contre le front populaire d'alors une lutte impitoyable et qui s'est conclue sur une immense victoire: l'instauration du premier gouvernement ouvrier. ■

La guerre civile au Salvador

Près de 80.000 personnes à Washington et environ 10.000 à San Francisco manifestèrent le 3 mai dernier contre l'intervention américaine au Salvador. Ce fut la manifestation la plus importante qu'on ait vue aux Etats-Unis dans les dix dernières années. Nos camarades de la Spartacist League/US (SL/US) et de la Spartacus Youth League (SYL) étaient à l'initiative de cortèges anti-impérialistes qui rassemblèrent plus de 500 personnes à la manifestation devant le Pentagone et environ 250 à celle de la côte ouest. Contrairement aux organisateurs de la manifestation et à leur politique de "paix" impérialiste, les cortèges anti-impérialistes défilèrent aux cris de "Victoire militaire aux insurgés de gauche du Salvador".

"C'était vraiment la manifestation anti-Reagan radicale-libérale du Parti démocrate ; c'est par hasard que ce fut sur le Salvador", remarquait le rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, Jan Norden, à propos du gros des manifestants de Washington. Avec ses banderoles, ses drapeaux rouges et ses mots d'ordre combatifs, le cortège anti-impérialiste contrastait vivement dans l'ambiance générale. D'ailleurs, le lendemain, c'est une banderole de la SL/SYL où l'on pouvait lire "Victoire militaire pour la gauche salvadorienne ! Pour la révolution prolétarienne dans toute l'Amérique centrale !" que toute la presse américaine publia comme photo de la manifestation.

Le cortège anti-impérialiste organisa devant le Pentagone un rassemblement de solidarité avec les insurgés de gauche de la guerre civile salvadorienne et en défense des Etats ouvriers cubain et russe menacés par la guerre froide impérialiste. Le Workers World Party (WWP), qui contrôle PAM [Mobilisation populaire contre la guerre], l'un des organisateurs de la manifestation, a envoyé son service d'ordre former un cordon sanitaire pour empêcher les manifestants de rejoindre ce rassemblement. Ils ont été jusqu'à le qualifier de "contre-manifestation". Ce que PAM voulait dire par-là, c'est que notre simple revendication de victoire militaire de ceux qui combattent la junte salvadorienne s'oppose à leur pacifisme insipide et à leur rabattage pour les bonzes du Parti démocrate. En fait, c'est le cortège de PAM qui était une contre-manifestation s'opposant à la victoire militaire de ceux qui combattent la junte au Salvador.

S'il n'y avait pas eu la Spartacist League, la manifestation du 3 mai n'aurait été qu'une fête du libéralisme à la Kennedy. PAM et les autres organisateurs réformistes ou libéraux de la manifestation essayèrent

d'attirer une couche de démocrates qui cherchent un moyen de freiner le cours agressif de Reagan et Haig. Si le nombre de manifestants dépassa de beaucoup les prévisions, c'est que la presse bourgeoise libérale avait fait à la manifestation une publicité favorable. Toute une partie de la bourgeoisie craint que la bande de Reagan n'aille trop loin dans cette affaire. Et les organisateurs de la manifestation ont consciemment cherché à jouer sur ce nerf sensible des libéraux apeurés. "Non à la conscription ! Non à la guerre ! Etats-Unis hors du Salvador !" était leur principal mot d'ordre. Les manifestants du cortège anti-impérialiste leur répondirent en contre point pendant toute la manifestation : "Non à la conscription ! Guerre de classe ! Etats-Unis hors du Salvador !".

Au lieu de rassemblement, près du Lincoln Memorial, un porte-parole du Comité de solidarité avec le peuple du Salvador (CISPES), a été clair : cette manifestation n'était qu'un moyen de pression et il a parlé de "lame de fond qui avait forcé Reagan à réviser sa politique au Salvador" (tu parles !). Devant le Pentagone, Bella Abzug était explicite. Cette perdante du Parti démocrate a brodé sur le thème "Plus jamais de Vietnam" : "Si nous avons appris quelque chose du Vietnam, c'est qu'il faut arrêter une guerre avant qu'elle ne commence". Elle a aussi vanté les procédures légales engagées par les parlementaires démocrates contre l'envoi d'armes au Salvador par Reagan et a invité les milliers de manifestants, que PAM, YAWF, CISPES et le PC avaient amenés, à "punir électoralement" l'administration républicaine. Autrement dit : "Votez pour les démocrates en 82". Le cortège anti-impérialiste s'est mis à scander "Souvenez-vous de la baie des Cochons ! Souvenez-vous du Vietnam ! Nous savons dans quel camp est le Parti démocrate !" ; seul ce cortège a eu un axe de classe contre les "colombes" impérialistes.

Un orateur de la SL/US caractérisa ainsi le rassemblement dominé par les démocrates : "Ce n'est pas un hasard s'il n'y a pas de drapeau du FMLN chez eux, c'est le drapeau des insurgés de gauche. Ils considèrent ces gens comme l'ennemi ; ils sont pour l'impérialisme US. Ils veulent seulement que l'impérialisme américain ne perde pas encore une autre guerre".



Washington le 3 mai, le

Le tract d'appel au cortège anti-impérialiste distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires lors de précédentes manifestations à New York, Los Angeles et ailleurs, dans les universités et dans les entreprises, soulignait la nécessité de choisir son camp :

"Une guerre civile sanglante fait rage au Salvador. Le Nicaragua est menacé d'une invasion contre-révolutionnaire. Reagan a décrété que l'Amérique centrale était le front avancé de sa guerre froide anti-soviétique. De quel côté êtes-vous ?

"Les Etats-Unis envoient des hélicoptères Huey et des 'conseillers' Bêrets verts pour renforcer la junte, menacent Cuba d'un blocus militaire, et agitent la menace de missiles nucléaires à propos de la Pologne. Mais les réformistes qui organisent les manifestations sur le Salvador, en cherchant à se concilier les libéraux impérialistes comme Kennedy, refusent de prendre parti pour les rebelles.

"Il faut une mobilisation combative MAINTENANT contre la campagne de guerre impérialiste ! La Spartacist League et la Spartacus Youth League appellent à former un cortège anti-impérialiste le 3 mai à Washington et à San Francisco avec les mots d'ordre suivants : 'Arrêt de toute aide économique et militaire à la junte salvadorienne ! USA/OEA, bas les pattes devant l'Amérique centrale ! Victoire militaire pour les insurgés de gauche au Salvador ! La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador !'"

Dans tous les Etats-Unis avaient été distribués des badges et des affiches appelant à la victoire militaire des insurgés de gauche. Partout nos camarades ont tenu des meetings et des rassemblements, fait des prises de paroles dans les rues et parmi les étudiants radicalisés afin de mobiliser pour cette manifestation. A Los Angeles, des syndicalistes lutte de classe du MAC dans le téléphone ont mis au centre de leur campagne électorale syndicale l'intervention a-



En première ligne du cortège anti-impérialiste, les couleurs du FMLN, de Cuba et du Vietnam et les drapeaux rouges de l'internationalisme prolétarien à l'emblème de la IVe Internationale de Trotsky

Victoire militaire aux insurgés!

tique. Les tentatives de compromis avec la junte auront pour seul effet de laisser intacts les corps d'officiers et l'oligarchie sanguinaires.

Les porte-parole du rassemblement anti-impérialiste ont insisté sur le fait qu'anti-impérialisme à l'étranger signifie lutte de classe dans son propre pays. Le correspondant de *Workers Vanguard* pour la région minière en grève souligna que la question de savoir de quel côté on est aussi cruciale dans les Appalaches qu'en Amérique centrale. Pendant que les démocrates et les réformistes parlaient de faire pression sur Reagan, réclamaient des accords et menaçaient de "punition électorale", les anti-impérialistes expliquaient quelle était l'alternative pour les masses salvadoriennes: "La révolution où la mort, les ouvriers doivent prendre le pouvoir".

Pour les libéraux, "plus jamais d'autres Vietnam" veut dire plus jamais de guerres impérialistes perdues. Les manifestations du 3 mai sont un élément marquant dans l'histoire, au même titre que les premières protestations contre la guerre du Vietnam en 1965-66. La Spartacist League y participait aussi, dans le cortège révolutionnaire qui appelait à la victoire du FNL dans la guerre civile du Vietnam; et en opposition aux "gauchistes" petits-bourgeois de l'époque, nous luttons pour une grève ouvrière contre la guerre. Aujourd'hui, la SL est beaucoup plus importante; elle est implantée dans les usines et a une réelle influence dans les universités un peu partout aux Etats-Unis. Les masses salvadoriennes, en butte aux pires difficultés, combattent héroïquement, sacifiant leurs vies dans une lutte inégale contre la plus grande machine de guerre impérialiste de l'histoire. Elles ont choisi leur camp. L'avant-garde de ceux qui, aux Etats-Unis, se placent de leur côté, a défilé le 3 mai dans les cortèges anti-impérialistes.

Intervention d'un syndicaliste de l'automobile

Plusieurs personnes ont parlé lors du rassemblement anti-impérialiste. L'intervention ci-dessous est celle de Frank Hicks, porte-parole du Militant Caucus dans l'UAW (syndicat américain de l'automobile). Le Militant Caucus est un groupe d'opposition lutte de classe du local 600 de l'UAW qui organise tous les ouvriers de la gigantesque usine de River Rouge dans la banlieue de Detroit. En octobre 1979, Hicks et d'autres militants ont mobilisé des ouvriers de l'usine de River Rouge pour chasser de l'usine deux contremaîtres qui s'y étaient montrés en cagoule du Ku Klux Klan. Un mois plus tard, ces militants se sont joints à la Spartacist League pour organiser le rassemblement contre le KKK à Detroit (Cf. le Bolchévick n°14). Pour le cortège anti-impérialiste, l'usine de River Rouge a collecté près de 500 dollars pour envoyer un groupe d'ouvriers à la manifestation.

Un des camps est le nôtre au Salvador. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour que les paysans et les ouvriers de ce pays gagnent, et gagnent gros! Pour nous, ouvriers de ce pays, cela veut dire se battre pour le boycottage des chargements militaires vers le Salvador. Pour l'UAW, cela veut dire des grèves politiques contre Reagan s'il envoie les marines. Mais les bureaucrates de Solidarity House à la direction de l'UAW, ils réclament, eux, une soi-disant solution politique au Salvador. Ils veulent lais-

ser intacts l'armée et les escadrons de la mort d'extrême droite, tuer, encore tuer, voilà la vérité. Ils ne veulent pas que nos frères de classe au Salvador gagnent, pas plus qu'ils veulent que nous, nous gagnions contre Ford, contre General Motors et contre Chrysler.

Ecoutez camarades, la classe ouvrière à Detroit est en train de ramasser des baffes. Nous avons bien besoin de nous battre ici, vraiment besoin. Il faut faire des grèves avec occupation contre les fermetures d'usines et les licenciements en masse et tout ce que la bureaucratie de ce pays est capable de nous donner, ce sont des conneries du genre "Achetez américain"! Cela ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de la fièvre patriotique de Reagan et d'encourager sa campagne de guerre antisoviétique. Parce que, sa véritable cible au Salvador, c'est ça: Cuba, la Pologne, l'Union soviétique.

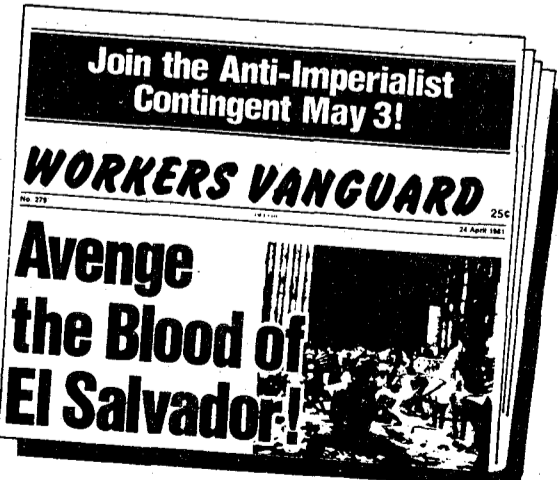
Mais pour les travailleurs, écoutez, écoutez-moi bien! Il n'y a pas 300.000 chômeurs dans l'automobile en Union soviétique! Et le Ku Klux Klan ne se promène pas dans Moscou! Bien sûr, il faut qu'ils se débarrassent de leurs bureaucrates comme Brejnev, tout comme nous, nous devons nous débarrasser des bureaucrates de nos syndicats comme Fraser et Kirkland. Mais il ne faut pas oublier que si on n'arrête pas la campagne de guerre antisoviétique de Reagan, on aura vraiment des problèmes. Parce que ces gars-là, ils appuieront sur le bouton. Et cette fièvre patriotique: attention! Parce que le soi-disant filet de sécurité de Reagan qu'on retisse, c'est en corde pour pendre les minorités de ce pays qu'il va se transformer.

Alors camarades, il va falloir mener de durs combats dans ce pays, contre le Ku Klux Klan et les nazis, avec des mobilisations ouvrières/noires comme le 10 novembre à Detroit, comme ANCAN à San Francisco. Nous allons nous engager du côté des insurgés au Salvador, où les ouvriers doivent prendre le pouvoir. Car c'est ce qu'ils doivent faire. Et c'est la même chose dans ce pays. Nous allons lutter pour un parti ouvrier qui va prendre l'initiative d'actions comme ce cortège anti-impérialiste. Et pour ceux d'entre vous qui ont traversé les cordons du service d'ordre du Parti démocrate là-bas, je vous le dis, camarades, le temps presse. Et j'ai une question: de quel côté êtes-vous?

D'après *Workers Vanguard* n°280

DEMANDEZ

Abonnement: \$12 (par avion)



Journal de la Spartacist League/US

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10116, USA

cortège anti-impérialiste



méricaine au Salvador et la complicité de leur fédération avec l'AIFLD (organisme de la CIA pour la "liberté du Travail"). D'autres syndicalistes lutte de classe qui soutiennent la SL ont également pris part au cortège anti-impérialiste.

Des étudiants de l'université de Wisconsin ont collecté de l'argent pour envoyer le plus grand nombre possible d'entre eux participer au cortège anti-impérialiste malgré la distance (1500 kilomètres). A Boston, un membre du Comité de solidarité avec le peuple salvadorien (pro-FDR) expliqua pourquoi il appelait à participer au cortège anti-impérialiste: "Il y a beaucoup d'aspects de la politique de la SL avec lesquels je ne suis pas d'accord, mais je me sens plus à l'aise derrière leur banderole explicitement anti-impérialiste qu'avec un groupe qui ne se distingue pas du Parti démocrate, parti capitaliste, qui d'ailleurs a commencé sous l'administration Carter à envoyer de l'aide économique et militaire à la junte".

Et qu'en est-il du SWP, les camarades américains de la LCR de Krivine, qui s'est toujours enorgueilli d'être le "meilleur organisateur" de la frange social-patriote du mouvement anti-guerre du Vietnam aux Etats-Unis? La seule présence du SWP à Washington était quelques vendeurs de leur journal *The Militant*, et une table de littérature pour son "Watergate socialiste". Le SWP s'est opposé aux mots d'ordre insipides de PAM... de la droite! Il avait cherché à l'origine à organiser sa propre manifestation en vue de gagner l'hégémonie dans la "gauche" américaine comme la vraie organisation front-populiste. Ces réformistes ont été même jusqu'à reprendre les calomnies de la presse bourgeoise en caractérisant la manifestation de PAM comme pouvant "provoquer des troubles" et être "violente"! Mais ces déclarations ignominieuses ne les ont pas aidés; PAM les a doublés et leur a pris leur place de porteur d'eau pour les libéraux. Dans le même temps, le SWP cherchant scandaleusement à montrer sa respectabilité, co-organisait à Cleveland un débat sur la "réforme agraire" au Salvador avec un représentant de l'AIFLD, qui n'est qu'une couverture de la CIA, et il fournit même un service d'ordre pour protéger ce propagandiste de cette réforme, mieux connue sous le nom de "réforme par la mort".

Au Pentagone le 3 mai, le porte-parole du FDR, Arnaldo Ramos, déclara que les manifestants faisaient partie des "millions de progressistes et de partisans de la paix qui réclament un règlement politique équitable à la crise interne du Salvador" qui n'est "qu'un pas dans la longue et difficile marche pour atteindre les sommets de la démocratie et de la justice sociale en Amérique centrale". Voilà un programme qui mène à la catastrophe.

Le Salvador est un cas classique de révolution permanente. La bourgeoisie locale a montré depuis plus d'un siècle et demi qu'elle est implacablement opposée à toute revendication même simplement démocratique.

Milan — Les électeurs italiens ont rejeté le 17 mai à une écrasante majorité (21 millions contre 10) le référendum contre l'avortement du "Mouvement pour la vie" (fortement appuyé par l'Eglise et soutenu par les fascistes). Mais ce même jour, les référendums proposés par le Parti radical ont également été repoussés, en particulier celui demandant une libéralisation de l'avortement. Ce n'est certainement pas un pas en avant dans la lutte pour l'émancipation des femmes, et encore moins une victoire de la classe ouvrière. Et pourtant, à l'exception de la Lega Trotskista d'Italia (section sympathisante de la tendance spartaciste internationale), toutes les organisations ouvrières, depuis les partis réformistes de masse jusqu'aux pseudo-trotskyistes, ont fait front contre le référendum du Parti radical et ont applaudi sa défaite !

La loi sur l'avortement votée en mai 1978 (loi 194) et maintenue en vigueur par la défaite des référendums permet l'avortement gratuit, subventionné par l'Etat, pour les femmes de plus de 18 ans pendant les 90 premiers jours de grossesse pour raison "économique, sociale, familiale ou psychologique". Si cette loi est une des plus libérales d'Europe de l'Ouest, son efficacité est énormément restreinte par l'Eglise, qui menace les médecins d'excommunication s'ils pratiquent des avortements et leur demande instamment d'utiliser la "clause de conscience".

Le référendum du Parti radical réclamait l'avortement libre avant 90 jours sans restrictions d'âge ou de motifs, sans intervention des médecins ou du mari, de même que la prolongation du délai des 90 jours. Il proposait aussi d'abandonner toute référence à la juridiction concernant la "procréation responsable". Bien que ce référendum n'ait pas mis en cause la "clause de conscience", il était clair qu'on pouvait le soutenir en tant qu'amélioration de la loi existante.

Bien sûr les femmes bourgeoises ont toujours pu se faire avorter dans de bonnes conditions par des médecins compétents. Mais à cause de la nécessité du consentement des parents pour les mineures, de l'usage abusif de la "clause de conscience" et de la clause instituant un délai d'une semaine "pour réfléchir" qui permet d'exercer une pression morale, beaucoup de femmes doivent encore avoir recours à l'avortement clandestin (peut-être 800.000, selon le *Corriere Della Sera*, 19 janvier). Néanmoins les deux référendums réactionnaires voulaient limiter l'avortement aux cas de "grave danger pour la santé" : une attaque réactionnaire contre les droits démocratiques des femmes, même s'ils sont minimes aujourd'hui.

La gauche a essayé de faire croire que la loi 194 actuelle était la seule protection contre l'offensive cléricale et réactionnaire. Quand les référendums ont échoué, ils ont donc proclamé que c'était une fantastique victoire contre le Vatican et la fanatique campagne anti-avortement du pape. Mais cela n'explique pas pourquoi la gauche s'est opposée à la proposition des radicaux, et pourquoi ils ont été jusqu'à faire un amalgame malhonnête entre tous les référendums.

Les arguments utilisés contre le référendum radical étaient au fond ouvertement réactionnaires, comme on peut s'en rendre clairement compte avec l'Unione Donne Italiane (UDI), le groupe "paravent" du PCI pour le travail femmes. Selon deux porte-parole de l'UDI :

"Le projet radical réclamant la libéralisation complète de l'interruption de grossesse en dehors des structures médicales de l'Etat transformerait la loi qui protège les femmes cherchant à se faire avorter en une sorte de droit civil, une définition que nous rejetons pour des raisons d'ordre à la fois moral et social."

— *La Repubblica*, 29 avril

La logique du PCI était tout à fait explicite : préserver le statu quo si peu démocratique et si défavorable à la classe ouvrière. Et la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne du Secrétariat unifié pastiste qui a appelé à voter contre tous les référendums ? Elle était en fait à la traîne du PCI et des féministes, et elle s'est cachée derrière un rideau de fumée en prétendant que la proposition des radicaux était en régression par rapport à la loi actuelle (Cf. "Deux référendums contre l'avortement", *Inprecor* n° 101, 13 mai).

Cet article est un chef d'oeuvre de distorsion des faits. Par exemple, il dit que le référendum radical,

Referendum en Italie

La campagne anti-avortement du pape

en supprimant l'obligation d'avorter dans un hôpital public, supprime aussi l'obligation pour les hôpitaux de pratiquer l'interruption de grossesse, obligeant ainsi les femmes à s'adresser aux coûteuses cliniques privées. En réalité, le référendum aurait rendu impossible pour les médecins d'invoquer la clause de conscience dans les hôpitaux tout en pratiquant des avortements illégaux et coûteux dans des cliniques privées. Et il n'est nullement prouvé que les hôpitaux auraient massivement refusé de pratiquer des avortements. La réelle question, comme le PCI l'admettait à sa manière, c'est que la proposition radicale tendait à renforcer l'idée que l'avortement était un droit. Comme toujours lorsque la bourgeoisie reconnaît des droits démocratiques, les mécanismes de la société de classe bourgeoise peuvent les limiter considérablement — et rechercher le modèle parfait ne serait que du réformisme utopique — mais étant donné que la proposition radicale ne rendait pas l'avortement en pratique plus difficile, les révolutionnaires devaient la soutenir en tant qu'extension des droits démocratiques.

Le réformisme et le féminisme contre les droits démocratiques des femmes

Le PCI ne s'est pas contenté de déclarer : "Nous sommes contre l'avortement et nous voulons contribuer à changer une société chargée de tant d'aspects meurtriers" ; il a cru bon d'ajouter : "Nous n'avons mis en cause à aucun moment le droit de l'Eglise et du pape à réaffirmer et défendre les principes religieux et moraux du catholicisme" (*Com Nuovi Tempi*, 10 mai 1980). Le PCI craignait par-dessus tout une confrontation avec la bourgeoisie similaire à celle provoquée par le référendum sur le divorce en 1974 — rien pour le PCI ne doit mettre en danger son rêve d'un "compromis historique" avec les démocrates-chrétiens ! Prêt à défendre un front populaire avec le Vatican et à maintenir la stabilité bourgeoise à n'importe quel prix, le PCI a attaqué la proposition radicale comme "une surenchère injustifiable et une grave erreur" qui pourrait devenir "un obstacle à la réforme législative et provoquer un affrontement électoral avec le risque d'un conflit idéologique et politique" (*Dossier Donne* n°3).

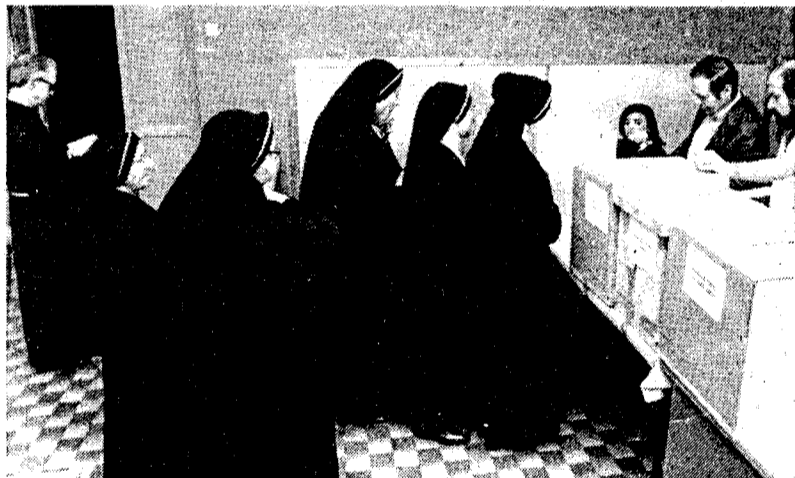
En septembre, des femmes du PCI s'associèrent à d'autres femmes venant des partis socialiste, libéral, républicain et social-démocrate pour former le "Comitato di Difesa de la Legge 194" (CDL — Comité pour la défense de la loi 194). Cette formation front-populiste publia immédiatement un communiqué déclarant : "On ne peut pas triompher de la douloureuse réalité de l'avortement en détruisant cette loi" (*Dossier Donne* n°3). Le communiqué poursuit en appelant en particulier les femmes catholiques à soutenir la loi existante parce qu'elle tend à prévenir l'avortement !

Pour ce qui est des féministes, elles ont fait la paix avec la société bourgeoise. Les vieux mots d'ordre comme "Avorter fait du bien" et "Choisis l'avortement pour éviter d'empoisonner ton corps avec la contraception" ont été remplacés par "Femmes, enfants et jardins" et "Défendons la loi pour combattre l'avortement" ! Après avoir approuvé la loi 194 — cette dernière ayant été le résultat d'une manœuvre du PCI et des démocrates-chrétiens pour couper court

à la campagne pro-avortement menée par les radicaux, les féministes et l'"extrême gauche" — le mouvement féministe s'est pour l'essentiel dissipé en cercles éclatés et en groupes de conscience pour se retrouver à droite du Parti radical bourgeois sur la question des droits des femmes, se battant seulement pour le maintien du statu quo. Si le PCI veut simplement enterrer la question à cause de ses projets front-populistes, les féministes acceptent la perspective réformiste selon laquelle mieux vaut accepter des demi-mesures que se battre pour des objectifs dont la conquête n'est pas garantie à l'avance.

Le trotskysme contre l'opportunisme et le moralisme

La Lega Trotskista d'Italia (LTD'I) a appelé à voter oui au référendum radical tout en critiquant ses limites. La LTD'I continue à revendiquer l'avortement libre et gratuit, pratiqué par un personnel médical compétent, l'information sans restrictions sur la contraception (y compris dans les écoles privées) et une contraception gratuite, sûre et efficace. En même temps, les révolutionnaires insistent sur la nécessité d'allocations de maternité substantielles, de congés de maternité payés avant et après l'accouchement et demandent que la garde des enfants soit assurée 24 heures sur 24 sur le lieu de travail afin que les femmes qui travaillent puissent avoir des enfants



Les troupes de Wojtyla mobilisées contre l'avortement

UPI

sans perdre leur emploi.

Comprenant que les attaques contre le droit à l'avortement ne sont qu'une partie d'une plus large campagne réactionnaire menée par la hiérarchie catholique, la LTD'I souligne l'opportunité de la revendication de séparation de l'Eglise et de l'Etat, en particulier en demandant l'abrogation du traité de Latran, conclu sous Mussolini, qui reconnaît au Vatican le statut d'Etat indépendant et souverain.

Lors d'un meeting public tenu le 15 mai, la LTD'I a lié la lutte pour les droits démocratiques et la libération des femmes à la perspective de la révolution prolétarienne. Comme le montre la campagne de la réaction, les réformes, sous le capitalisme, ne sont jamais irréversibles. La camarade Anna Marino expliqua qu'une "véritable émancipation ne sera jamais réalisée dans une société basée sur l'institution oppressive de la famille. Le préalable obligatoire de la libération des femmes est le remplacement de la famille en tant que structure économique à travers la socialisation des travaux ménagers. Mais ceci est impossible tant que la bourgeoisie détient le pouvoir d'Etat". C'est la Révolution d'Octobre qui a ouvert la voie de la libération des femmes, en promulguant des lois qui légalisaient, entre autres, l'avortement.

Au cours du meeting une représentante du Movimento Italiano Transsessuali (MIT — Mouvement italien des transsexuels) a dénoncé la discrimination exercée par l'Etat italien à l'encontre des transsexuels. A Turin, pendant la Journée internationale des femmes le cortège du MIT a été effectivement expulsé par leurs "soeurs" effrayées à l'idée de perdre leur respectabilité toute neuve ! Mais le sectorialisme n'est pas seulement une impasse pour des groupes

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la
Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: BP 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

1 an (9 numéros): 30 F (France)

Hors Europe 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

LE BOLCHEVIK 4

Elections 81 après Vitry
Retournez les bulldozers
contre la bourgeoisie!



marginaux comme les transsexuels ; l'Italie a vu apparaître une myriade de mouvements de victimes d'une oppression spécifique, chaque groupe se collant avec les autres pour ramasser quelques miettes à la table du capitalisme italien en déclin. Seul le prolétariat possède le pouvoir social d'offrir une issue, s'il est dirigé par un véritable parti léniniste d'avant-garde — le "tribun du peuple" — capable de rassembler toutes les couches opprimées de la population sur le programme du prolétariat dans la lutte pour la défense et l'extension des droits démocratiques.

Mais en Italie cette perspective est rejetée non seulement par le PCI stalinien-eurocommuniste, mais par tous les groupes d'"extrême gauche", empoisonnés par l'idéologie et le moralisme catholiques-staliniens. Ceci a créé un vide que le Parti radical a tenté de combler avec l'intention utopique de donner au capitalisme un "visage humain". Seulement, le programme libéral-bourgeois des radicaux n'est pas simplement minimal (sans parler du fait qu'ils n'ont appelé à voter contre les référendums cléricaux qu'une semaine avant le scrutin), il est incompatible avec la compréhension marxiste que les réformes sont simplement, en règle générale, un produit du combat révolutionnaire ; la défense et l'extension des droits démocratiques peuvent uniquement être garanties par la mobilisation de la classe ouvrière sur la base du programme révolutionnaire.

Aussi minimaliste qu'était le référendum radical, les pseudo-trotskystes se sont débrouillés pour être encore plus minimalistes. Sur la question de l'avortement, la LCR italienne a négocié un virage à 180 degrés par rapport à sa position de 1978, époque où la loi sur l'avortement a été votée. Si en 1978 les pablistes de la LCR caractérisaient la loi 194 comme "une attaque contre le mouvement des femmes" et "une grave insulte envers l'aspiration à l'autodétermination et la prise de conscience de milliers et de milliers de femmes" (*Bandiera Rossa*, 1 mai 1978), ils chantent aujourd'hui sur un tout autre ton.

La LCR, à la traîne du PCI et des féministes, se contente d'avancer des revendications "réalistes" destinées à faire pression sur l'Etat bourgeois pour qu'il rende la loi plus efficace ! (Un article intitulé "Propositions et améliorations à la fois souhaitables et nécessaires pour la loi 194" est paru dans *Bandiera Rossa*, 8 mars). Poursuivant l'espoir que de la mobilisation pour le "double non" (aux référendums cléricaux et radicaux) surgirait un mouvement de masse, doté de la "dynamique révolutionnaire" que les pablistes affectionnent tant, la LCR a même rejoint le front populaire qu'est le CDL. La LCR a employé beaucoup d'efforts pour répandre l'illusion que la libération des femmes passe par un mouvement autonome de femmes, "indépendant" des "partis". Mais le mouvement féministe est en fait subordonné à l'idéologie bourgeoise de par sa nature même de mouvement interclassiste, et la LCR a démontré que le mouvement autonome de femmes n'est pas "indépendant" de la collaboration de classes.

Le débat organisé par la Lega Trotskista d'Italia ainsi que l'intervention active de nos camarades, hommes et femmes, au cours de cette campagne, témoignent d'une tentative sérieuse de combattre pour les droits démocratiques et la libération des femmes. Les pseudo-trotskystes ont prudemment et soigneusement évité de participer à nos meetings, craignant une confrontation avec le programme spartaciste. La tendance spartaciste internationale possède maintenant un noyau discipliné en Italie, qui cherche à construire un groupe de propagande de combat en regroupant autour d'un programme trotskyste révolutionnaire les meilleurs éléments de la myriade de groupes centristes ; les pseudo-trotskystes auront à répondre de leurs prises de position réactionnaires sur une question aussi essentielle que celle des droits démocratiques pour les femmes ! ■

Non au front populaire...

Suite de la page 2

pourraient mettre en danger le front populaire qui est un "allié" des travailleurs, et donc la CGT non seulement refuse de déclencher les luttes indispensables pour arracher de véritables concessions aux patrons, mais elle n'a même pas précisé sur quel programme elle entend négocier !

Pour une opposition révolutionnaire au front populaire !

Ici et là on trouve de petits groupes de militants du PCF qui ont refusé de suivre Marchais en ne votant pas pour le social-démocrate Mitterrand, antisoviétique acharné. Le sentiment qui prévaut dans ce milieu est probablement exprimé par les militants influencés par le groupe stalinien de gauche *Le Communiste*. Mais la loyauté à l'égard de l'Union soviétique, bien que très honorable en pleine campagne de guerre froide, ne suffit pas à faire un programme. Sans programme révolutionnaire et avec une haine viscérale pour les sociaux-démocrates en lieu et place d'une véritable opposition au front-populisme, ce groupe s'est investi de la tâche utopique de réformer le PCF.

Mais ce n'est pas chez la LCR, l'OCI ou Lutte Ouvrière qu'on trouvera une alternative trotskyste, les anémiques prétentions de ces groupes à lutter pour les intérêts du prolétariat s'étant révélées sous leur vrai jour après l'élection de Mitterrand.

Les sociaux-démocrates fanatiques de l'OCI ont soutenu Mitterrand dès le premier tour, et ont salué ses projets de nationalisations comme "les premiers pas vers le socialisme" (!). Comme la nationalisation de Renault après la guerre ? Aujourd'hui l'OCI pourrait plus précisément être qualifiée de bernsteinienne ou de kautskyste. Ces gens sont vraiment la cinquième roue du carrosse du PS.

Quant aux centristes de la LCR, Krivine a déclaré le 4 mai à la Mutualité que la LCR devait renoncer à son ancien mot d'ordre de grève générale, du moins jusqu'aux législatives. Ce Marceau Pivert de second ordre veut donc lui aussi conduire les travailleurs dans l'impasse parlementaire. Mais il n'est pas étonnant que la LCR dise au prolétariat d'"attendre". On ne peut pas en même temps défendre les intérêts des travailleurs et soutenir le front populaire. Ces centristes droitiers reprennent donc à leur compte l'argument traditionnel des réformistes qu'il ne faut pas "faire le jeu de la droite".

Restent les démagogues populistes de LO, qui en comparaison avec la LCR ont été beaucoup plus cri-

tiques à l'égard de Mitterrand (même s'ils ne le critiquaient pas toujours de la gauche !). Mais il ne faudrait pas prendre leurs critiques trop au sérieux : leur slogan électoral était "sans illusions mais sans réserves, votons Mitterrand". Sans programme et sans opposition principielle au vote pour le front populaire, LO ne peut que débiter des *baneries*. Cela fait penser à ce que disait St Augustin : "Je crois parce que c'est absurde".

Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est de leur propre gouvernement qui exproprie la bourgeoisie et écrase la résistance de l'ennemi de classe. Mais l'expropriation des banques et des principales industries ne sera pas le fruit de manoeuvres parlementaires entre les bureaucrates du PCF et du PS — appeler à un gouvernement PCF-PS aujourd'hui ne sert qu'à maquiller le soutien au front populaire qui est déjà au pouvoir. Il faudra pour cela de puissantes luttes de classes, susceptibles d'arracher les masses à la bureaucratie des syndicats et des partis réformistes, écartant les traîtres et rassemblant la classe ouvrière autour d'une direction révolutionnaire trotskyste.

Grève contre les licenciements ! Réduction de la semaine de travail sans perte de salaire ; échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Augmentations massives des salaires pour taper l'inflation ! Comités de grève démocratiquement élus qui puissent préparer une grève générale ! Milices ouvrières de défense contre les flics et les fascistes ! Expropriation sans compensation des grandes industries et du secteur financier ! Contrôle ouvrier sur l'industrie !

Non au protectionnisme ! "Produisons français" est un slogan qui oppose les travailleurs à leurs frères de classe dans les autres pays. Non au chauvinisme — pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs étrangers ! Confrontés à ce front populaire de guerre froide, les révolutionnaires doivent plus que jamais avancer la revendication de "Pas un homme, pas un sou pour l'armée impérialiste !" A bas l'OTAN et le Marché commun antisoviétique ! Défense des acquis de la Révolution d'Octobre — Défense militaire inconditionnelle de l'URSS, de Cuba et des autres Etats ouvriers déformés ! Pour la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne afin d'établir la démocratie basée sur les soviets !

Le programme révolutionnaire doit être incarné par un parti trotskyste d'avant-garde, qui puisse mener les luttes des travailleurs à leur conclusion victorieuse : la révolution prolétarienne. Pour la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Ulster ...

Suite de la page 8

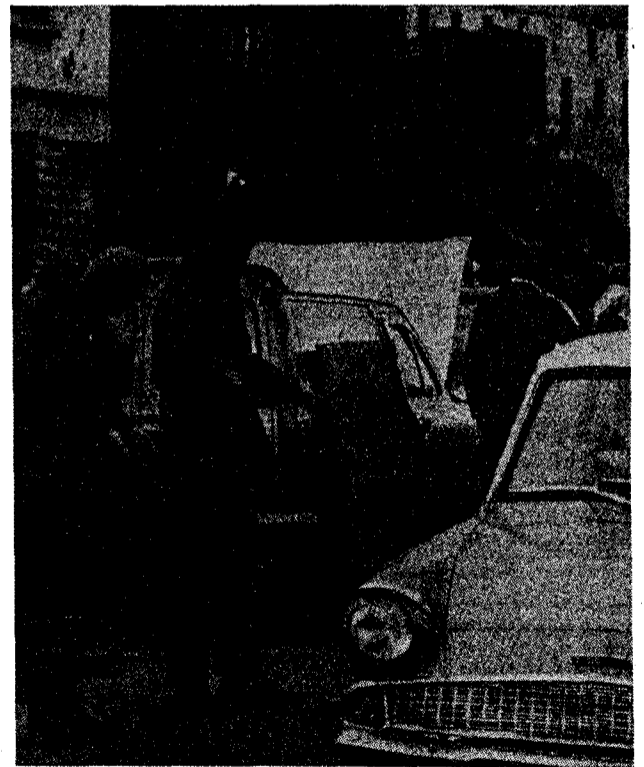
la terreur sectaire entre les communautés et contre les violences impérialistes par la lutte pour des milices ouvrières comprenant des membres des deux communautés.

Et que dire du but politique des républicains qui luttent pour une unité catholique inter-classiste — une Irlande capitaliste unifiée ? Quel avenir digne de mourir pour elle renferme une Irlande capitaliste ? Jetons un coup d'oeil au sud, où un camarade des républicains risque aujourd'hui la peine de mort dans la république de Charles Haughey. L'économie patauge ; le chômage et l'inflation sont particulièrement désespérés en l'absence délibérée d'aide de l'Etat. Avec les élections prochaines, Haughey n'a que la carte de l'"unité nationale" à jouer pour éviter la question économique. Mais même là, Haughey et autres politiciens bourgeois irlandais sont volontairement timides et évasifs quand ils sont confrontés au sujet explosif du bloc H.

Pour la révolution prolétarienne contre l'impérialisme britannique

Si la solution républicaine n'offre pas de solution au sort des masses catholiques, ce n'est pas par manque de courage, mais par absence d'une perspective politique qui puisse porter un coup mortel à leurs oppresseurs impérialistes. Mais les prétendus "révolutionnaires" en Grande-Bretagne n'ont même pas ce courage. Ils se sont bousculés derrière la poignée de libéraux et de travaillistes de "gauche" qui ne désiraient un vague "engagement au retrait" que pour mieux "abattre les terroristes". Ils ont cessé de faire campagne pour "les troupes dehors tout de suite". Ce qu'il faut, en Grande-Bretagne comme en Irlande, c'est une perspective de mobilisation de classe contre l'impérialisme et pour une solution socialiste prolétarienne.

Un cortège militant de la Spartacist League/Britain, défilant derrière une banderole qui disait "Liquidation des camps de torture britanniques. Retrait immédiat des troupes !" s'est battu pour une telle perspective contre les traîtres travaillistes et la pseudo-gauche lors d'une manifestation du 1er mai à laquelle



Barrage de l'IRA à Derry

G. Peress/Magnum

avait appelé le mouvement syndical à Birmingham pour le 4 mai. Au mouvement ouvrier, nous disons : Boycottage de toute livraison militaire vers l'Irlande du Nord ! Exigez le retrait immédiat des troupes ! Expulsez vos dirigeants traîtres qui défendent la répression impérialiste comme ils trahissent vos propres luttes chez vous.

Bobby Sands et ses camarades ne doivent pas simplement venir ajouter leurs noms à la longue liste des martyrs pour la liberté irlandaise. Ils ne seront vengés, et l'impérialisme britannique ne sera mis en déroute, que quand la classe ouvrière irlandaise unie mettra fin au règne du capitalisme, orange ou vert. Une avant-garde révolutionnaire irlandaise doit être forgée pour mener le combat pour une république ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des îles britanniques.

Adapté de Workers Vanguard n°280

SPARTACIST BRITAIN

Mensuel de la Spartacist League/Britain

Commande: Spartacist Publications PO Box 185 London WC1H 8JE Angleterre



Ulster: Thatcher tue

Troupes britanniques dehors!

23 mai — Après Bobby Sands décédé dans la nuit du 4 au 5 mai, ce sont trois autres membres de l'IRA, Francis Hughes, Raymond McCreech et Patsy O'Hara qui sont morts d'inanition dans la prison de Maze. L'horloge de la mort continue de tourner pour trois autres prisonniers républicains, eux aussi en grève de la faim pour l'obtention du statut politique, qui ont pris leur tour funeste à la suite de leurs camarades. Avec arrogance, voire même délectation, Margaret Thatcher s'est préparée à la perspective de leur mort; et elle a envoyé en hâte les forces de répression de l'impérialisme britannique pour briser l'inévitable et massive réaction d'indignation et de colère. La loyale opposition travailliste l'approuve sans réserve: "Pas de concessions! Détruisez les terroristes!". Répugnant spectacle du bipartisme impérialiste!

À ce temps, l'armée britannique abat et tue des gens désarmés qui protestent contre les blocs H dans les rues de Belfast et de Derry. Des dizaines de dirigeants de ces manifestations sont arrêtés lors de rafles au petit matin, dans le style de la Gestapo. La haine contre l'armée d'occupation croît. Alors que les traîtres travaillistes hurlent avec les loups leur soutien à "nos p'tits gars" en Irlande du Nord, nous disons: Retrait immédiat des bouchers impérialistes armés! Retrait immédiat et inconditionnel de l'armée britannique! Liquidation des camps de torture impérialistes!

À Belfast et Derry, la population, catholique et protestante, se prépare à l'explosion et à l'épreuve de force sanglante. L'organisation paramilitaire protestante, l'Ulster Defence Association, s'est livrée à une démonstration de force sur Shankill Road. Dans les quartiers catholiques de l'ouest de Belfast, les comités de défense des citoyens irlandais républicains se préparent à toute éventualité. Les habitants ont fait provision de pain, bouteilles de gaz, boîtes de conserve et lait en poudre.

Le Spearhead Battalion [bataillon Fer de lance] de l'armée se tient prêt à être dépêché dans les six comtés, et toutes les permissions ont été annulées dans la police. Le gouvernement de Sa Majesté émet un flot continu de propagande de guerre: "L'IRA projette de brûler Belfast" titre le *Daily Express*. Durant tout ce temps, Westminster refuse avec arrogance d'accéder à la demande de statut politique pour les prisonniers républicains, revendication éminemment juste, même si elle est minimale. Avec un dédain d'autocrate, Margaret Thatcher a condamné Bobby Sands et ses camarades à une mort lente et douloureuse.

Des années de bourrage de crâne s'effondrent

Lorsque les électeurs de Fermanagh dans le comté de South Tyrone ont désigné Sands comme leur représentant au Parlement lors d'une élection partielle le 9 avril, la longue campagne de propagande gouvernementale pour "prouver" que l'IRA n'était que des fanatiques isolés a été à jamais démolie. Comme l'exprime un éditorial du *Guardian* (11 avril): "Avec l'élection de Bobby Sands, des mythes qu'on avait mis des années à construire s'évanouissent". Ce vote était un raz de marée quasi-unanime de la communauté catholique contre l'oppression impérialiste.

Toute la pression de l'opinion impérialiste et de la campagne de peur a été lâchée sur les électeurs de

cette circonscription frontalière et testée dans le duel entre Sands et le dirigeant unioniste protestant Harry West. Les lieutenants ouvriers de l'impérialisme sont eux aussi entrés en scène pour dévider leur couplet. Le jour du vote dans un appel sans précédent, Don Concannon, porte-parole des travaillistes pour l'Irlande du Nord, a déclaré de Westminster aux électeurs qu'"un vote pour M. Sands est un vote d'approbation pour les responsables du massacre de La Mon, à Warren Point, de l'assassinat de Lord Mountbatten et de tous les autres meurtres absurdes qui ont eu lieu en Irlande du Nord au fil des ans".

Pourtant, au quarantième jour de son jeûne, Bobby Sands a été élu membre du vénérable Parlement avec une participation de 87%. Les gentlemen de Westminster, qui débattent poliment des moyens d'affamer les masses et de les réprimer brutalement, se sont récriés à l'idée d'avoir ce "criminel" siégeant parmi eux. Finalement, les députés ont décidé de ne pas expulser Sands de leur souveraine assemblée, escomptant que de toute façon il mourrait bientôt. On put entendre moins d'une vingtaine de membres de la "gauche" travailliste murmurer que le gouvernement pourrait envisager de négocier (de manière "imaginative") avec Sands. Le héros de la gauche, Tony Benn, suggéra gracieusement que "quelqu'un" (c'est-à-dire quelqu'un d'autre que lui) à Westminster devrait proposer qu'on alimente Sands. Quant à satisfaire ses revendications, pas un mot là-dessus de la part de Benn ou de quiconque.

Entre-temps, Bobby Sands était également l'objet de "préoccupations humanitaires" plus subtiles de la part d'émissaires de Dublin, Rome, Bruxelles et ailleurs, cherchant à faire pression sur lui, pas sur Thatcher la meurtrière, pour qu'il fasse des concessions. Des réformistes pleurnichards pro-impérialistes comme le député de Belfast Gerry Fitt et les anciens Officiels (rebaptisés "Sinn Féin le parti des travailleurs") condamnaient la grève de la faim désespérée comme "violente", alors que d'autres simplement débattaient en geignant leur message de "paix". Mais il ne peut y avoir de paix tant que la Grande-Bretagne règne sur l'Irlande du Nord.

Il y a une véritable tragédie dans la mort de cet homme qui a eu le courage de périr en protestation contre l'oppression. Les impérialistes prétendent qu'il est un criminel, mais son courage et sa détermination ont fait de Bobby Sands un symbole honorable pour la minorité catholique opprimée d'Irlande du Nord, dans la lutte contre la présence britannique. C'est un officier de l'IRA qui n'a pas voulu demander à ses hommes de faire ce que lui-même n'aurait pas fait. Sands et ses camarades grévistes de la faim exigent simplement que les prisonniers républicains ne soient pas traités en criminels. Ils ont raison. Libérez les grévistes de la faim! Libérez toutes les victimes de la répression impérialiste en Irlande!

Le seul "crime" de Sands est d'avoir combattu l'oppression. Il a été amené à rejoindre l'IRA provisoire quand sa famille a été expulsée d'un secteur à

prédominance protestante, et qu'on l'a viré de son travail, un fusil dans les reins. Des huit dernières années, il n'a passé que six mois hors de prison. Quelques vieux pistolets ont été trouvés chez lui en 1972. Ca lui a valu cinq ans à la prison de Maze. Six mois après sa sortie en 1976, la voiture dans laquelle il se trouvait avec trois autres personnes était arrêtée; le RUC [Royal Ulster Constabulary] y trouvait un revolver. Ils en ont pris chacun pour 14 ans.

Opposez à ça les troupes britanniques armées jusqu'aux dents, tuant en toute impunité. Le dimanche de Pâques, une Land Rover de l'armée roulant à 80-100 kms/h a fauché un groupe d'enfants qui manifestaient à Derry. Deux jeunes garçons ont été tués et le véhicule s'est renversé sur le corps brisé de l'un d'eux. Le commandement de l'armée a "regretté" l'"accident de la circulation". Quatorze ans pour la détention d'un pistolet si vous êtes de l'IRA, des "regrets" pour un "accident de la circulation", en réalité meurtre perpétré de sang-froid, si vous êtes de l'armée. Voilà la balance de la justice de l'impérialisme britannique.

Mais l'autre tragédie pour Bobby Sands et ses camarades est le triste fait que leur mort, quelque honorables qu'aient été leurs intentions, ne fera pas progresser la cause de la fin de l'oppression en Irlande du Nord. Et la raison en est politique. La faillite de la stratégie républicaine a été démontrée par la défaite de la dernière grève de la faim. Son aspect "humanitaire", et l'insistance sur la reconnaissance par des notables dans les capitales étrangères n'ont eu aucun effet pour arrêter les manœuvres de la Grande-Bretagne et son refus arrogant des droits élémentaires. Toute la stratégie de pression sur l'impérialisme, que ce soit par un mouvement pour les libertés civiques, ou par les bombes, n'offre aucune issue. Et, alors que la situation dans le Nord est proche de déborder, ce sont forcément les catholiques qui seront victimes de l'accroissement de la répression conduite par l'armée impérialiste britannique, la police et les bandes terroristes paramilitaires loyalistes.

L'IRA est peut-être la seule force qui défende les aires interdites et les communautés catholiques contre les atrocités des partisans de Paisley et les exactions impérialistes. Mais il est dans la nature même du républicanisme que lorsque le conflit s'approfondit, polarisant sur les mêmes lignes qu'au début des années 70 ou pire, leur nationalisme amène à une exacerbation de la violence communautaire sectaire et réactionnaire des deux côtés. Le nationalisme républicain dirige ses actes terroristes non seulement contre des cibles impérialistes comme Lord Mountbatten et l'armée britannique d'occupation, mais il est aussi capable d'atrocités indéfendables comme l'assassinat de treize protestants innocents par une bombe incendiaire à La Mon, au début de 1978. L'unité de classe peut et doit être forgée contre